

Observatoire du Management Alternatif
Alternative Management Observatory

Fiche de lecture

Un Autre Monde
Contre le fanatisme des marchés

Joseph E. Stiglitz
2006



Romain Lhez – Février 2007
Majeure Alternative Management – HEC Paris
2006-2007

Genèse de la fiche de lecture

Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre du cours « Histoire de la critique » donné par Eve Chiapello et Ludovic François au sein de la Majeure Alternative Management, spécialité de troisième année du programme Grande Ecole d'HEC Paris.

Origin of this review

This review was presented in the “Histoire de la critique” course of Eve Chiapello and Ludovic François. This course is part of the “Alternative Management” specialization of the third-year HEC Paris business school program.

Charte Ethique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances.

L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

Un autre monde, contre le fanatisme des marchés

Date de parution : 2006 (première date de publication), Fayard, Paris

Résumé : Stiglitz s'intéresse particulièrement aux pays en développement, il considère que dans de nombreux domaines, ce sont les pays développés (et particulièrement les Etats-Unis) qui ont les cartes en main, ce sont eux qui imposent leur mondialisation aux pays en développement. Il explore tout au long de son ouvrage le commerce international, les brevets, les ressources naturelles, les multinationales, la dette, le système de réserves mondiales. Tous ces thèmes font selon lui, l'objet d'un diktat de la part des pays du Nord. Il propose pour chacun d'entre eux une série de mesures à même de rendre la mondialisation plus profitable pour tous.

Mots-clés : libéralisme incontrôlé, fanatisme des marchés, protectionnisme, monopolisation, ressources naturelles, dette des pays du Sud.

Making globalisation work

First date of publication: 2006

Abstract: Stiglitz focuses on developing countries. But he considers that, in many ways, developed countries, and particularly the US, hold all of the cards by imposing globalization to developing countries. In his book, he deals with international trade, patents, natural resources, multinationals, debt and the international currency system. All these issues allow Northern countries to dominate developing countries. Stiglitz finally suggests for each issue a set of measures in order to make globalization profitable for everybody.

Keywords: Uncontrolled liberalism, markets fanaticism, protectionism, monopoly, natural resources, debt, southern countries

Table des matières

1. Joseph Stiglitz, un des chefs de file des « nouveaux keynésiens »	5
2. L'ouvrage : une mondialisation qui ne profite « qu'aux riches »	6
2.1 Le postulat de Stiglitz : une mondialisation « violente »	6
2.2 Les différentes facettes du fanatisme des marchés.....	6
3. Un projet ambitieux reposant sur des propositions concrètes	14
4. Bibliographie de l'auteur	15

1. Joseph Stiglitz, un des chefs de file des « nouveaux keynésiens »

Joseph Eugene Stiglitz est un économiste américain né le 9 février 1943 qui reçut le prix Nobel d'économie en 2001 (avec George Akerlof et Michael Spence). Il est aujourd'hui l'un des plus célèbres économistes du courant des « nouveaux keynésiens ». Stiglitz est né à Gary, Indiana (États-Unis). De 1960 à 1963, il étudia à Amherst College. Sa quatrième année d'université se déroula au MIT, où il entreprit ses travaux de recherche. De 1965 à 1966, il continua ses recherches à Chicago avec Hirofumi Uzawa. Au cours des années qui suivirent, il obtint son doctorat au MIT et une bourse Fulbright de recherche à Cambridge. Il enseigna au MIT et à Yale.

Stiglitz enseigne actuellement dans la *Graduate School of Business* de l'Université de Columbia et est le rédacteur en chef du journal *The Economists' Voice* aux côtés de Bradford DeLong et Aaron Edlin. Il est également membre du *Board of Advisors* du *Oxford Council on Good Governance*. Il a par ailleurs été nommé par Jean-Paul II à l'Académie pontificale des sciences sociales.

Stiglitz a également joué de nombreux rôles politiques. Il a ainsi servi dans l'administration Clinton comme responsable de ses conseillers économiques (1995 - 1997), suite à quoi il publie *La Grande Désillusion*. Il a par la suite été vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 2000.

Tout en n'étant pas altermondialiste, Joseph Stiglitz collabore avec les forums sociaux et partage certaines analyses : il est ainsi partisan d'une taxe (Tobin ou équivalente) sur les transactions financières et pour une régulation de la mondialisation. En Bolivie, Il a également approuvé la nationalisation (ou la réappropriation) des hydrocarbures, qu'il a décrit comme un processus de « restitution de biens »

2. L'ouvrage : une mondialisation qui ne profite « qu'aux riches »

2.1 Le postulat de Stiglitz : une mondialisation « violente »

La mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui est violente. Elle est basée sur un libéralisme incontrôlé. La théorie libérale stipule que laisser faire le libre jeu des acteurs économiques maximise la valeur et que cette richesse par effet de ruissellement se répand à toute la population. Or l'écart entre riches et pauvres dans les pays industrialisés ne cesse de se creuser tout comme celui qui sépare les pays développés et des pays en développement dont les économies sont enfermées dans un cercle vicieux.

Un marché n'est jamais parfaitement efficient, son fonctionnement repose sur des cadres qui sont imposés par des intérêts particuliers. Il faut réformer les marchés pour que la mondialisation ne profite plus uniquement à une frange limitée de la population.

2.2 Les différentes facettes du fanatisme des marchés

Le commerce international

Les pays développés sous l'égide des Etats-Unis, prétendent qu'il est dans l'intérêt de tous de faire tomber les barrières à l'importation. La politique du FMI et de la Banque mondiale a été de conditionner leurs prêts à une ouverture commerciale plus importante des pays visés. Cette politique est connue sous le nom de Consensus de Washington. Historiquement les pays du Nord se sont développés à l'abri de leurs frontières. Ils interdisent aux pays du Sud de suivre le même cheminement. Dans l'histoire récente, les seuls pays qui ont réussi à se développer sont les pays d'Asie du Sud Est, or ces succès ont été rendus possibles grâce à une stratégie de protection des industries naissantes, une forte intervention de l'Etat et des exportations massives. Le rôle de l'Etat est de protéger les industries naissantes de la concurrence étrangère pour que les entrepreneurs aient le temps d'acquérir la taille et le savoir-faire qui les rendra compétitifs.

Derrière le credo libre échangiste, se cache une réalité bien distincte. Car les pays qui prônent le libre échange ont procédé à une ouverture asymétrique de leurs économies. Les accords multilatéraux du GATT et de l'OMC ont débouché sur une libéralisation des échanges de produits manufacturés. A l'époque de leur signature, ces pays avaient une longueur d'avance notable dans ces domaines. Aujourd'hui les négociations commerciales sont centrées sur les services à forte valeur ajoutée, secteur où la concurrence des PVD est nulle. Au contraire, des secteurs comme l'agriculture ou les services à faible valeur ajoutée restent exclus des négociations. Pire, les pays développés subventionnent largement une activité comme l'agriculture, ce qui a pour effet de faire baisser les cours des matières premières agricoles et nuit aux pays en développement (à ce titre l'exemple du coton américain est emblématique) ou utilisent des mesures dérogatoires comme les droits antidumping pour préserver leurs industries au détriment des pays du sud.

Les propositions de Stiglitz sont ainsi multiples:

- Réciprocité entre égaux, mais différenciation entre ceux dont les situations sont nettement différentes. Il s'agit de créer des groupes de pays en fonction de leur niveau de développement : pays les moins avancés, pays à revenu intermédiaire, pays riches. Les pays appartenant à un groupe supérieur doivent ouvrir leurs marchés sans réciprocité aux pays des groupes inférieurs. Les pays en développement pourront ainsi protéger leurs industries naissantes.
- Octroyer la possibilité aux Etats des pays en développement de lever des droits de douanes uniformes sur leurs importations et de subventionner temporairement leurs industries.
- Introduire plus de transparence dans les négociations commerciales qui se déroulent à huis clos.
- Avoir un ordre du jour des négociations internationales qui reflète les intérêts d'un plus grand nombre de pays : limiter la corruption, les ventes d'armes, le secret bancaire...
- Créer un marché des décisions de jugements en matière de commerce international. Ainsi un pays qui a obtenu une décision favorable mais n'a pas les moyens de son application pourrait en tirer profit (Antigua a obtenu une décision de cette nature face aux Etats-Unis sans pouvoir en faire quoi qu'il soit).

Les brevets

L'argument en faveur des brevets est le suivant : ils permettent de rémunérer des recherches coûteuses en octroyant pendant un temps donné une exclusivité sur la vente du produit. Sans cette situation temporaire de monopole, les compagnies ne seraient pas incitées à investir dans la recherche et à développer de nouvelles applications.

Si Stiglitz accepte cet argument, il le nuance. L'efficacité des brevets dépend du champ de ce qui est brevetable ainsi que de la durée des brevets. Une invention n'est pas une création ex nihilo mais repose sur des savoirs préalables. En ce sens un brevet contient toujours une part de privatisation du bien public. Il donne l'exemple de Selden à qui on a attribué au XIX^{ème} siècle un brevet sur le concept de voiture. Si Ford n'avait pas eu les moyens de contester le brevet de Selden, les voitures seraient restées des produits accessibles à une infime partie de la population car le cartel qui possédait ce brevet maintenait des prix élevés sur les automobiles. Les limites que l'on fixe à ce qui peut faire l'objet d'un brevet ne vont pas sans conséquence.

Dans la configuration actuelle, tout se passe comme si les Etats subventionnaient les grandes compagnies. Car ils financent une recherche fondamentale organisée en architecture ouverte, dont les découvertes sont reprises par des sociétés privées déposent des brevets sur des innovations parfois mineures mais qui s'imposent au marché à grand renfort de marketing.

Le brevet repose sur un équilibre entre les gains liés à l'innovation et les coûts de la monopolisation. L'idée de Stiglitz est de laisser à chaque pays le droit d'expérimenter et d'élaborer lui-même son propre droit sur les brevets. Le fait que Etats-Unis et Europe aient imposé un droit uniforme, favorable à leurs grandes entreprises, pèse lourdement sur les pays en développement sans rapporter beaucoup à ces compagnies. Les exemples d'abus de la force du brevet sont nombreux : biopiraterie, brevet sur des médicaments qui permettraient de sauver des vies, poids de Microsoft qui va à l'encontre des innovations dans le logiciel, brevets sur le vivant qui entravent la mise au point d'applications bénéfiques pour la santé...

Stiglitz propose d'étendre les droits des pays en développement à faire usage des licences obligatoires qui permettent de créer des usines de médicaments génériques lorsqu'il y a un besoin urgent.

Les ressources naturelles

Stiglitz parle d'une malédiction liée à la détention de ressources naturelles. Le mécanisme est le suivant : lorsqu'un pays en développement fait la découverte de ressources importantes, des luttes internes s'engagent pour savoir qui s'appropriera le butin. Il en résulte une dégradation de la vie des habitants du pays. Ce n'est pas un hasard si ces pays ont les systèmes les moins démocratiques qui soient. A cela s'ajoute l'influence des compagnies d'extraction mieux à même de négocier que leurs interlocuteurs : elles ont recours aux pots de vin pour obtenir des contrats et obtiennent souvent la signature de contrats de prise ferme (transfert du risque d'inventu sur le pays producteur). La « rente de ressource naturelle », différence entre le coût d'extraction et le prix de commercialisation devrait revenir aux pays producteur, ce n'est pas le cas car nous ne sommes pas sur un marché concurrentiel.

Une redistribution juste de ces richesses est problématique. Ces économies sont difficiles à gérer étant donné la fluctuation du cours des matières premières, des périodes de spéculations intenses et de boom renforcées par l'octroi de prêts internationaux sont suivies par de graves récessions et le retrait des capitaux étrangers.

Il y a deux enjeux : bien dépenser l'argent et le dépenser au bon moment. Une stratégie adéquate quand on est en possession de matières premières est de constituer des fonds de réserve qui serviront à financer des investissements à même de relancer l'économie en période de crise. Cela permet d'amortir les chocs. Cependant le FMI n'est pas favorable aux dépenses en période de crise, ainsi en 1990 le Chili n'a pas eu le droit d'utiliser le fond de stabilisation qu'il avait créé 5 ans plus tôt.

Un autre problème se pose aux détenteurs de ressources naturelles : le « mal néerlandais ». Quand un pays exporte des ressources naturelles et convertit les devises ainsi obtenue en monnaie locale cela a pour conséquence une hausse du taux de change entraînant une baisse des exportation et une hausse du chômage. L'Etat est donc incité à dépenser plus ce qui renforce le phénomène. Dans l'idéal, la solution consiste à mettre des devises étrangères en réserve et à les utiliser en période de crise.

Les mesures que Stiglitz propose sont multiples :

- Eviter de se baser uniquement sur la croissance du PIB pour évaluer un contrat d'extraction de matières premières. La façon dont on mesure les bénéfices a un impact sur les décisions. Or le PIB ne prend en compte ni l'épuisement des ressources ni les atteintes à l'environnement qu'elles provoquent. Il propose l'adoption d'un Produit National net Vert qui prend en compte ces deux paramètres.
- Promouvoir la transparence des décisions des compagnies pétrolières en lui conditionnant les déductions fiscales liées au paiement des royalties et autres paiements aux gouvernements étrangers.
- Rendre plus difficile et plus coûteux les achats d'armes
- Promouvoir la certification de produits comme les diamants (pour que leur vente ne finance pas directement un conflit armé) ou le bois (pour que la gestion des forêts soit faite de manière durable)
- Inciter les pays en développement à percevoir un prix juste en échange de leurs ressources en conditionnant l'aide internationale
- Créer un organe de surveillance des atteintes à l'environnement des multinationales afin de les obliger à réparer les dommages causés avant leur départ.
- Pour rendre possible ces mesures, il faudrait rendre possible la mise en œuvre de rétorsions commerciales à l'encontre de ceux qui n'y souscrivent pas.

Les multinationales

Si les multinationales sont accusées de « tous les maux de la mondialisation » c'est parce qu'elles ont atteint une puissance inégalée dans l'histoire. Cependant elles ont également quelques mérites, leur apport n'est pas entièrement négatif : transfert de technologies et de savoir vers les pays pauvres, apport de biens de meilleure qualité et à meilleur coût, investissements à l'étranger réduisant les écarts de moyens financiers...

Toute l'ambiguïté des entreprises est qu'elles reposent sur la seule notion de profit et que cela peut aller à l'encontre du bien-être de la collectivité. Les atteintes à l'environnement ou la corruption (ou le financement des campagnes politiques aux Etats-Unis) en sont les exemples les plus emblématiques.

A l'origine de ces coûts sociaux se trouve le principe juridique de responsabilité limitée qui a permis la constitution de sociétés cotées composées de millions d'actionnaires. Les obligations morales d'un dirigeant sont d'autant plus faibles lorsque les activités litigieuses se déroulent loin du pays d'origine de l'entreprise.

Les recommandations de Stiglitz pour réconcilier les profits et les impacts sociaux des multinationales sont multiples :

- La RSE va dans le sens d'un meilleur comportement des entreprises mais elle ne suffit pas, il faut l'encadrer par des contraintes réglementaires.
- Lutter efficacement contre les monopoles et les ententes même si cette tâche est complexe lorsque les firmes évoluent sur la scène mondiale.
- Limiter la protection des dirigeants due à la responsabilité limitée des entreprises, et ce, même lorsque les agissements en cause ont été commis dans des pays étrangers.
- Favoriser les actions collectives (*class action*) d'envergure internationale
- Amener la communauté internationale à prendre des mesures de lutte contre la corruption (à ce sujet une loi américaine a été votée en 1997, le *Foreign Corrupt Practices Act*) et le secret bancaire.

La dette

De nombreux pays en développement empruntent trop, ou bien on leur prête trop. Les modalités des prêts les obligent à supporter la totalité des risques : hausse des taux d'intérêt, fluctuations du taux de change ou baisse de leurs revenus. Les dépenses liées au remboursement de la dette et à ses intérêts les conduisent à négliger des investissements nécessaires à leur développement : éducation, infrastructures, santé...

Si dans les pays développés des législations sur la faillite ont été adoptées (avant les impayés conduisaient en prison), rien n'existe au niveau international.

Nombre de mécanismes jouent en défaveur des pays en développement. En cas de baisse de leur taux de change, le ratio dette sur PIB augmente ce qui rend la dette difficilement supportable. De plus, les banques occidentales prêtent majoritairement à court terme car cela leur permet de maintenir plus aisément leurs ratios prudentiels, en cas de crise toutes souhaitent retirer leur argent au même moment ce qui favorise la panique.

Le mode de fonctionnement des marchés qui incitent à transférer les risques et à prêter à court terme nuit fortement aux pays en développement. Les conséquences des crises économiques qui s'en suivent sont ensuite largement supportées par les populations locales.

Si l'Argentine a connu un boom dans les années 90, c'est en privatisant les biens de l'Etat. Parallèlement, elle a augmenté son endettement. Avec la crise asiatique, les taux d'intérêt se sont élevés ce qui a conduit à la crise de 2001. Mais le pays n'a pas accepté d'adopter la politique standard du FMI qui n'avait pas fonctionné auparavant. Elle a entamé un bras de fer avec le FMI, car elle savait que cette institution avait tout autant à perdre qu'elle. On ne peut pas forcer un Etat souverain à rembourser. La politique du FMI consiste à jouer sur la peur des pays en leur faisant croire que s'ils ne se plient pas à ses exigences, ils ne se verront plus octroyer de prêts. L'Argentine n'a pas cédé et a retrouvé le chemin de la croissance.

Les marchés financiers sont tournés vers l'avenir, se mettre en situation de défaillance ne veut pas dire que les prêteurs tourneront définitivement le dos au pays en question.

Stiglitz propose les mesures suivantes :

- L'allégement de la dette des pays très pauvres qui de toute façon ne pourront pas rembourser. Pour que cet allégement ne conduise pas à une situation identique dans quelques années, il faut que peu de prêts soient attribués à ces pays.
- L'effacement des « dettes odieuses ». Les pays du Sud ne devraient pas rembourser les prêts qu'ils ont hérités de régimes dictatoriaux qui les avaient contracté pour acheter des armes. Cela inciterait les prêteurs à se détourner de ce type de régime.
- Modifier les législations sur les faillites. La crise asiatique est due à des défaillances d'entreprises privées. Ces dettes ont été ensuite nationalisées par les Etats. Il faudrait un régime de faillite plus favorable au débiteur. Au Etats-Unis, le chapitre 11 n'empêche pas le marché du crédit de fonctionner, quand une entreprise fait faillite, les actions deviennent propriété de l'emprunteur et l'entreprise n'est pas liquidée. Pour ne pas accroître les risques de défaillance, l'Etat doit intervenir pour limiter l'entrée de capitaux à court terme dans le pays.

- Que le FMI et la Banque Mondiale reviennent à leur mission originelle consistant à délivrer des prêts contracycliques pour juguler les crises et non pas exiger des mesures qui contribuent à les aggraver.

Le système de réserve mondial

Le système actuel joue en faveur des pays développés et au détriment des pays en développement. Pour garantir le cours de leur monnaie, les pays en développement achètent et stockent des devises étrangères, principalement des dollars. Les bons du Trésor qui leur sont associés rapportent très peu. En sens inverse, ces pays empruntent à des taux d'intérêt très élevés. Le système pousse par conséquent à un transfert net des pays en développement vers les Etats-Unis et dans une moindre mesure vers l'Europe.

Mais le système a aussi une conséquence : puisque 4500 milliards de dollars sont mis en réserve, pour qu'il n'y est pas une insuffisance de la demande au niveau global, il faut que les Etats-Unis servent de consommateurs en dernier ressort et alimentent les banques centrales en vivant en perpétuel déficit. Les Etats-Unis empruntent donc au reste du monde pour vivre à crédit. Le problème est qu'existe le risque que le niveau d'endettement soit tel qu'il y ait une baisse de confiance dans le dollar qui conduirait à l'effondrement du système.

Si à l'échelle de chaque pays la détention de dollars contribue à limiter l'instabilité, à l'échelle mondiale, le système a tendance à s'autodétruire.

Stiglitz propose la création d'une monnaie de réserve internationale : les *greenbacks mondiaux*. Le système fonctionnerait comme une assurance mutuelle entre les pays et le système ne reposerait plus sur l'endettement croissant d'un seul pays contribuant à fragiliser le système. Si le commerce est un jeu à somme nulle et qu'il y a toujours des pays excédentaires et déficitaires, des émissions annuelles (corrolées à l'augmentation du PIB) de *greenbacks mondiaux* suffiraient à contrebalancer les déficits de faible envergure. Il aborde aussi différentes façons de distribuer cette nouvelle monnaie de façon plus équitable.

3. Un projet ambitieux reposant sur des propositions concrètes

L'ouvrage de Stiglitz, « La Grande Désillusion » paru en 2002 revient sur les échecs du FMI en Asie mais également en Europe de l'Est et en Afrique. Il s'agissait d'un ouvrage volontairement polémique, d'un témoignage exceptionnel puisqu' issu de l'intérieur. Approfondissant sa réflexion sur les institutions, Un autre monde propose une critique plus générale non pas de la mondialisation mais de la façon dont elle est gérée par les institutions internationales et par les Etats. La gestion de la mondialisation soulève la question de la place des différents acteurs dans le processus et de l'impact de leurs décisions.

Mais il s'agit également pour Stiglitz de s'interroger sur les réformes nécessaires à apporter afin d'étendre les bénéfices de la mondialisation à l'ensemble de la planète et aboutir à un meilleur fonctionnement de la mondialisation ainsi que le suggère le titre original de l'ouvrage « making globalization work ». C'est donc un projet ambitieux que l'auteur s'efforce de présenter de manière thématique dans cet ouvrage, en apportant des solutions point par point aux dysfonctionnements actuels de l'économie de marché.

Au-delà d'une simple critique des dysfonctionnements actuels de la mondialisation, J. E. Stiglitz pose ainsi dans ce livre les bases concrètes d'une gouvernance mondiale plus équilibrée, démocratique, et axée sur la réduction de la pauvreté, des inégalités et des externalités négatives de toute sorte qu'engendrent les échanges planétaires. La dépolitisation des prises de décisions qui orientent la mondialisation, leur caractère trop technocratique « ouvrent la porte à l'influence secrète d'intérêts particuliers ». Il se montre à ce propos très critique vis-à-vis des États-Unis qui cherchent à « remodeler le système mondial en fonction de leurs propres intérêts égoïstes » (les États-Unis étant même qualifiés « d'État voyou » à propos des accords de Kyoto). À l'évidence, J. E. Stiglitz ne veut pas d'une mondialisation qui serait synonyme de généralisation du modèle libéral anglo-saxon : contre le fanatisme du marché (sous-titre de l'ouvrage), il affirme donc la nécessité absolue de combler le retard qu'a pris la régulation politique internationale sur la mondialisation économique.

4. Bibliographie de l'auteur

- 1996 - *Whither Socialism ?*, Wicksell Lectures, MIT Press
- 1999- *Principes d'économie moderne*, Boeck Université
- 2000 - *Principes d'économie moderne*, Boeck Université
- 2002 – *La grande désillusion*, Paris, Plon (et Livre de Poche, 2003)
- 2002 - *The Rebel Within: Joseph Stiglitz and the World Bank*, commentaires de Ha-Joon Chang, Anthem Press
- 2002 - *Mundo Global ¿Guerra Global?*, ouvrage collectif avec le Sous-commandant Marcos, Atilio Boron *et al.* ed. Continente en collaboration avec Attac Argentine
- 2003 - *Quand le capitalisme perd la tête* (titre original *The Roaring Nineties (Les Rugissantes Années 1990)*), Paris, LGF
- 2003 - *Aux frontières de l'économie du développement* avec Gerhard Meier, Paris, Eska
- 2005 - *Économie monétaire : Un nouveau paradigme*, Paris, Economica
- 2005 - *Fair Trade For All* avec Andrew Charlton, Oxford University Press
- 2007 - *Pour un commerce mondial plus juste*, Paris, Fayard